

continentale du pétrole pour succéder aux dispositions officieuses—et même très officieuses—qui se sont multipliées entre le Canada et les États-Unis au cours de la dernière décennie, années qui ont vu l'exploitation grandissante du potentiel pétrolier de l'Ouest du Canada, le déclin des approvisionnements sûrs de pétrole des États-Unis et une précarité grandissante des approvisionnements de pétrole en général.

Prudhoe, et les travaux d'exploration au Canada, créent un jeu nouveau qui exige de nouvelles règles. Les intérêts économiques du Canada et des États-Unis, la croissance soutenue et suffisante de réserves et de sécurité, exigent des nations de l'Amérique du Nord et de l'industrie du pétrole qu'elles rassemblent les faits, marchandent serré et élaborent de nouveaux principes directeurs à l'échelle continentale. Le plus tôt elles le feront le plus tôt les ressources de l'Arctique viendront s'allier aux autres du continent pour créer une source d'énergie économiquement sûre en prévision de la demande grandissante dans les années à venir.

En tenant compte des réserves non seulement de l'Alaska mais de l'Arctique, du Nord canadien, et des plaines, le marché du pétrole devrait être réparti au prorata de sorte que tout le monde en ait un certain pourcentage. Dans le cadre de notre politique nationale du pétrole nous avons conclu un marché avec les États-Unis. Mon bon ami du Nouveau parti démocratique a dit cet après-midi que nous ne devrions pas conclure de marchés semblables, mais nous ne pouvons vivre économiquement isolés. Nous avons conclu un marché en vertu duquel le pétrole brut du Venezuela était admis au Canada jusqu'à la vallée de l'Ottawa, pour servir les régions populeuses de l'Est du Canada, à condition que les États-Unis nous accordent un certain pourcentage du marché du Nord-Ouest jusqu'à Chicago et Toledo.

Monsieur l'Orateur, pourquoi avons-nous conclu ce marché? D'abord, pour assurer au Canada un marché intéressant, et récompenser ceux qui avaient placé leur argent au Canada et contribué à l'expansion de l'industrie. Nous l'avons fait aussi car nous savons, tout comme les États-Unis, que pour éviter à l'Amérique du Nord et à l'Amérique du Sud une révolution communiste, nous devons encourager le commerce. C'est donc dire que nous avons conclu ce marché pour donner accès au pétrole brut du Venezuela au marché de l'Est du Canada, assurant ainsi un commerce entre le Venezuela et le Canada, et le Venezuela et les États-Unis. Voilà donc ce sur quoi était fondée notre politique nationale du pétrole mais, je le répète, celle-ci est maintenant aussi morte que Marley.

[M. Williams.]

A tout cela vient s'ajouter maintenant ce gigantesque développement dans les régions septentrionales, avec la grave possibilité que l'Alberta, la Saskatchewan et même le Manitoba soient bientôt mis de côté en tant que marchés pour le gaz naturel et le pétrole brut. Notre parti estime qu'il est grand temps que le gouvernement instaure une nouvelle politique pétrolière. Il est grand temps qu'il entame des négociations avec les États-Unis et fasse part au Parlement de sa décision. Mais le gouvernement ne semble jamais mettre à profit les leçons du passé. C'est un gouvernement ministériel qui ne sait pas que le Parlement est l'endroit tout indiqué pour chercher à se renseigner, pour proposer des moyens, comme je le fais actuellement, propositions suscitées par les graves événements qui se produisent actuellement dans l'Ouest canadien.

Je répète, en ce qui concerne l'Ouest canadien, que nous avons perdu nos marchés agricoles et que nous sommes en train de perdre nos marchés de pétrole. La crise économique provoque la création d'un nouveau parti dissident, un parti qui est en train de germer dans l'Ouest—et soyons réalistes—qui tend vers la séparation du reste du pays. Qui d'entre nous, après avoir siégé ici quelque temps, même durant la même période que moi, ne s'est pas rendu compte que le Canada est un immense pays qui ne saurait rester uni que lorsque nous comprendrons tous les problèmes économiques les uns des autres, des provinces Maritimes jusqu'à Victoria?

Il résulte du développement de la baie de Prudhoe que les trois grandes régions pétrolières de l'Amérique du Nord seront maintenant quatre, depuis l'Arctique jusqu'au littoral du golfe du Mexique. En tête vient le Texas, dont les réserves établies de pétrole sont d'environ 19 milliards de barils. Sa voisine sur le golfe, la Louisiane, a une production de près de neuf milliards et vient tout juste après la province canadienne d'Alberta, au cœur du continent. Prudhoe pourrait doter l'Alaska, d'ici un an ou deux, d'une production établie d'environ dix milliards de barils. Et le grand Nord canadien pourrait devenir la cinquième région pétrolière. De fait, le nombre des «géants du pétrole» ne se limite pas nécessairement à cinq.

La découverte de Prudhoe est survenue à un moment où l'exploration s'étendait déjà au Canada au-delà de l'intérieur de l'Alberta, dans des régions du pays favorables du point de vue géologique. Stimulée par la découverte de Prudhoe, l'activité canadienne englobe maintenant plus d'un milliard d'acres, sur une superficie de plus de 1.5 million de milles, faisant l'objet de permis d'exploration ou de bail.